

YEREVAN STATE UNIVERSITY

Department of Translation Studies

**TRANSLATION STUDIES: THEORY AND
PRACTICE**

International Scientific Journal

Special Issue 1

Lectures Croisées des Discours

*Hiatus entre Réalités Sociopolitiques,
Récits de Mémoire et Approches Interprétatives*

Guest Editors

Garik Galstyan, Gayane Sargsyan, Taguhi Blbulyan

YEREVAN
2023

CONTRADICTIVE RUSSIAN POLITICAL SPEECH ON MIGRANTS

GARIK GALSTYAN*

<https://orcid.org/0009-0004-0159-4696>

UNIVERSITY OF LILLE

Abstract: The Russian multicultural policy is reflected in two dimensions: in relation to indigenous peoples and to migrants coming mainly from the post-Soviet territory. Despite the fact that post-Soviet migration has existed for three decades now, the corresponding political strategy has been implemented late. It is sometimes incoherent, sometimes disorderly, which impacts the formation of public opinion on this highly topical issue and the forms of interaction between the local population and migrants. The study focuses on official contradictory discourses concerning the image of migrants and the policy of their integration into Russian society.

Keywords: migrant, immigrant, migratory currents, integration, anti-immigration discourse

LES DISCOURS POLITIQUES RUSSES CONTRADICTOIRES SUR LES MIGRANTS

Résumé : La politique multiculturelle russe se reflète dans deux dimensions : vis-à-vis des peuples indigènes et vis-à-vis des migrants provenant principalement de l'espace post-soviétique. Bien que la migration post-soviétique existe depuis maintenant trois décennies, la stratégie politique correspondante a été mise en œuvre tardivement. Elle est tantôt incohérente, tantôt désordonnée, ce qui laisse son empreinte sur la formation de l'opinion publique sur ce sujet de grande actualité et sur les formes d'interaction de la population locale avec les migrants. L'étude porte sur les discours officiels contradictoires concernant l'image des migrants et la politique de leur intégration dans la société russe.

Mots-clés : migrant, immigré, courants migratoires, intégration, discours anti-immigration

* garik.galstyan@univ-lille.fr



1. Introduction

Le concept de « discours » a de nombreuses interprétations et peut être perçu de manières très différentes. En termes de contenu, le discours est associé à l'utilisation de la langue dans un contexte social, à un texte plongé dans une situation de communication réelle. Dans le dictionnaire linguistique encyclopédique, le discours est une parole « immergée dans la vie ».

Les processus migratoires actifs font partie intégrante du monde moderne. La mondialisation les met en avant de la scène internationale. Les habitants des pays pauvres cherchent obstinément une vie meilleure dans les pays riches avec une population vieillissante, en manque de mains-d'œuvre, notamment dans les emplois peu qualifiés et moins prestigieux du secteur des services. Quant aux élites politiques des pays d'accueil, elles ont de plus en plus de mal à décider de la politique migratoire. Elles se retrouvent devant un dilemme entre la politique de la « porte ouverte », prônée par les économistes, et la politique de la « porte fermée », prêchée par les politiciens et une partie des populations locales, notamment à la veille de différentes campagnes électorales. Dans tous les cas, les vagues migratoires augmentent les tensions entre les populations locales et les immigrés, surtout quand ils sont de cultures différentes.

La Fédération de Russie se heurte également aux défis causés par la migration internationale. Nombre d'économistes, hommes politiques, sociologues et démographes se penchent sur les côtés positifs et négatifs de la migration aussi bien légale qu'illégale.

Dans un contexte d'intensification des contacts interethniques dans diverses sphères de la vie publique de toute société contemporaine, l'étude des discours relatifs aux migrants, qui touche de près le domaine de la communication interculturelle, est ainsi une question d'actualité. La méconnaissance des spécificités nationales dans la construction du discours peut engendrer pour le public cible (les migrants) de la frustration, de l'incompréhension, de la vexation et entraîner des conséquences peu désirables.

L'objet de la présente étude est le discours officiel russe sur la migration et sur les migrants en provenance de l'étranger proche de la Russie et sur les problèmes liés à leur intégration.

2. Les tendances principales de l'immigration en Russie

Depuis la chute de l'URSS en 1991, on observe une intensification des courants migratoires en Fédération de Russie. Pendant la première décennie postsoviétique, les flux migratoires venaient principalement des anciennes républiques soviétiques et étaient composés de Russes et russophones mais aussi des peuples titulaires des États devenus indépendants après l'implosion de l'Union soviétique. Les motivations de ces migrants ont été différentes : beaucoup aspiraient à une vie meilleure, certains fuyaient les guerres et conflits interethniques en quête de sécurité, les Russes rentraient dans leur patrie historique, *etc.* La Russie était en panne démographique, avec une population vieillissante, ce qui expliquait l'accueil « généreux » des immigrants. Les

économistes prônaient plutôt une ouverture des portes pour compenser le déficit démographique tandis que la classe politique montrait une certaine réticence à cause des craintes relatives à la menace pour la sécurité nationale du pays et à la montée des tendances xénophobes d'une partie non négligeable de la société russe.

Au XXI^e siècle aussi, le principal flux de migrants en Russie vient toujours de l'étranger proche. Pendant les vingt-deux dernières années (2000-2021), le nombre de nouveaux arrivants a presque triplé en passant de 2,6 Mln à 7,3 Mln. En 2021, le nombre d'étrangers résidant en Russie était à hauteur de 13,3 millions soit 9,1 % de la population russe, tout juste derrière les États-Unis. Selon Rosstat, en 2021, 85,9 % (6 259 639 personnes) de tous les arrivants provenaient des pays de la CEI («Миграционная ситуация ...» [La situation migratoire ...] 2021). Parmi les pays de provenance, le Tadjikistan occupait la première place, suivi par l'Ukraine, le Kazakhstan, l'Arménie, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Biélorussie.

Tableau n° 1 : L'immigration en Russie (2000-2021)

Années	Nombre d'arrivés	Nombre de départs	Solde migratoire		Années	Nombre d'arrivés	Nombre de départs	Solde migratoire
2000	2 662 329	2 420 574	241 755		2012	4 196 143	3 901 213	294 930
2001	2 334 034	2 252 253	81 781		2013	4 496 861	4 201 002	295 859
2002	2 201 914	2 114 765	87 149		2014	4 663 427	4 363 437	299 990
2003	2 168 168	2 124 284	43 884		2015	4 734 523	4 489 139	245 384
2004	2 117 434	2 076 159	41 275		2016	4 706 411	4 444 463	261 948
2005	2 088 639	1 981 207	107 432		2017	4 773 500	4 561 622	211 878
2006	2 122 071	1 989 752	132 319		2018	4 911 566	4 786 712	124 854
2007	2 284 936	2 044 993	239 943		2019	4 749 769	4 464 666	285 103
2008	2 215 945	1 973 839	242 106		2020	5 824 787	5 701 965	122 822
2009	1 987 598	1 740 149	247 449		2021	7 285 408	5 532 985	1 752 423
2010	2 102 304	1 944 226	158 078			Total		5 838 123
2011	3 415 055	3 095 294	319 761					

Source : www.gks.ru; <https://e-cis.info/cooperation/3823/99651/?ysclid=l5rz8iu85152353653>.

Selon les chiffres avancés par le gouvernement russe pour les années à venir, la Russie va perdre annuellement 800 000 personnes de sa population active, ce qui rendrait indispensable la migration de travailleurs étrangers pour soutenir son développement économique. Selon les prévisions, d'ici 2030 le nombre de personnes aptes au travail de moins de 40 ans diminuera de 21 %, la main-d'œuvre sera moins nombreuse et plus âgée, mais aussi plus diplômée (Gimpelson 2017: 7-8). L'économie aura donc besoin de travailleurs supplémentaires.

La dynamique de la population de Russie s'étale comme suit :

Tableau n° 2 : La dynamique de la population de Russie (croissance migratoire comprise), 2001–2021

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
-0,45	-0,47	-0,43	-0,37	-0,39	-0,26	-0,08	-0,01	+0,07	+0,02	+0,13
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
+0,20	+0,22	+1,89	+0,19	+0,18	+0,18	+0,05	-0,07	-0,02	-0,39	

Source : <http://www.statdata.ru/russia>**Tableau n° 3 : La population de la Fédération de Russie (1991–2021)**

1991	1995	2000	2009	2014	2015
↗148 273 746	↗148 459 937	↘146 890 128	↘141 903 979	↗143 666 931	↗146 267 288
2016	2017	2018	2019	2020	2021
↗146 544 710	↗146 804 372	↗146 880 432	↘146 780 720	↘146 748 590	↘146 171 015

Source : <http://www.statdata.ru/russia>

Le Concept de la politique migratoire de Russie accorde une place centrale à la migration en provenance des pays de l'étranger proche : « Une situation socio-économique stable, la préservation des liens historiques et culturels entre les peuples des États membres de la Communauté des États indépendants, les possibilités de voyages mutuels sans visa, la mise en place de l'Union économique eurasiatique sont des facteurs puissants d'attractivité migratoire de la Fédération Russe » (art. 4) (*Концепция... [Concept...]*).

En 2020, 61 900 participants au programme d'État d'aide à la réinstallation volontaire dans la Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger et des membres de leurs familles se sont réinstallés sur le territoire russe, soit 43 % de moins qu'en 2019. Ce programme a été mis en place depuis 2007.

Tableau n° 4 : Le nombre de réinstallés en Russie selon le Programme d'État d'aide à la réinstallation volontaire des compatriotes vivant à l'étranger (2008-2020), Mille

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
2008	8,3	2012	56,6	2016	142,9	2020	61,9
2009	7,4	2013	33,8	2017	118,8		
2010	11,8	2014	105,4	2018	107,7		
2011	29,6	2015	179,7	2019	108,5		
Total	974,2						

Source : <https://back2russia.net/index.php/?/topic/2722-statistika-gos-programmy/>

Au total, pendant la période postsoviétique (1992-2021), 11,2 Mln de personnes issues de l'étranger proche ont obtenu la nationalité russe. En 2020, plus de 656 000 citoyens étrangers ont été admis à la citoyenneté de la Fédération de Russie (+24 % par rapport à 2019). Les ressortissants des pays de la CEI (Ukraine comprise) constituent 97 % des nouveaux citoyens. Les cinq premières positions sont occupées par l'Ukraine

(375 989), le Tadjikistan (103 681), le Kazakhstan (49 862), l'Arménie (46 931) et l'Ouzbékistan (31 867) (Sntat.ru 2022). Parmi les nouveaux citoyens russes les moins nombreux sont originaires de Géorgie (0,56 % soit 3 700 personnes), suivis par les ressortissants d'Afghanistan (982), de Turquie (856), du Vietnam (819) et de Syrie (810), soit 0,53 % des naturalisés («Миграционная ситуация...» [La situation migratoire ...] 2020).

Tableau n° 5 : Les étrangers ayant obtenu la nationalité russe (1992-2021)

Années	Nombre	Années	Nombre	Années	Nombre	Années	Nombre
		2000	466524	2010	165 598	2020	656 347
		2001	492 068	2011	171 980	2021	735 835
1992	36 928	2002	446 580	2012	129 237		
1993	125 430	2003	46 228	2013	173 888		
1994	519 316	2004	379 519	2014	197 600		
1995	701 959	2005	556 518	2015	254 099		
1996	487676	2006	430 688	2016	314 219		
1997	457 415	2007	440 099	2017	307 022		
1998	502 699	2008	442 163	2018	269 362		
1999	394 242	2009	455 337	2019	497 817		
Total	11 234 393						

Certains migrants sont déterminés à s'installer en Russie et s'efforcent d'apprendre la langue, se font des amis, travaillent, tissent des liens avec la population locale, *etc.* D'autres ne viennent que pour gagner de l'argent, dans des domaines de travail spécifiques et ciblés sans associer leur future vie avec la Russie et n'ont donc pas l'intention de s'intégrer à la vie sociale de la société russe.

Selon les données de l'Université de recherche nationale de l'École supérieure de l'économie, les motivations des migrants relatives à leur installation en Russie se répartissent ainsi :

Tableau n° 6 : Les projets des migrants relatifs à la résidence en Russie, %

Pays	Rester pour toujours	Faire aller-retour régulier	Travailler et rentrer chez soi	Autres
Arménie	72,1	11,9	8,5	7,5
Géorgie	70,5	15,4	6,4	7,7
Ukraine	67,6	10,2	13,1	9,1
Kazakhstan	65,5	8,6	11,3	14,6
Azerbaïdjan	58,1	17,5	15,0	9,4
Moldavie	52,9	25,4	16,1	5,6
Tadjikistan	35,2	24,7	32,1	8,0
Biélorussie	34,2	36,7	23,2	5,9
Kirghizistan	24,8	28,2	39,1	7,9
Ouzbékistan	19,9	27,6	45,7	6,8

Source : *Kommersant*, le 12 août 2017 (données de l'Université de recherche nationale de l'École supérieure de l'économie)

Parmi les arrivées d'Arménie, de Géorgie, d'Ukraine et du Kazakhstan, plus de 60 % des répondants prévoient de s'installer en Russie d'une manière permanente.

Selon les données du ministère de l'Intérieur, depuis 2020, plus de sept millions de migrants ont reçu des permis de travail en Russie. Dans le même temps, un million et demi d'anciens immigrés illégaux ont pu se faire régulariser (Gazeta.ru 2021).

Selon le Centre russe de recherche sur l'opinion publique, le nombre de Russes qui estiment que l'immigration est bénéfique pour le développement économique de la Russie est en progression ces quinze dernières années.

Tableau n° 7 : L'immigration est-elle bénéfique pour le développement économique ?

Année	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Avis partagés	Pas d'avis
2005	20	32	38	10
2013	16	37	40	7
2018	19	35	43	3
2021	28	24	41	7

Source : Centre russe de recherche sur l'opinion publique
(file:///C:/Users/33663/OneDrive/Bureau/2021-11-18_Mikhailova_E_Trudovye_migranty_v_Rossii.pdf)

3. Le cadre politique de la stratégie migratoire de l'État russe

Dans les années 1990, la Fédération de Russie est devenue le troisième pays d'immigration dans le monde avec l'arrivée de 11 millions de russophones (1989-2002) qui fuyaient les multiples conflits ethniques ou ne trouvaient plus leur place dans les anciennes républiques soviétiques devenues désormais indépendantes (Mkrtchian 2007: 54-63). Avant 2002, toute personne détentrice d'un passeport soviétique, quelles que soient son origine ethnique et la durée de sa résidence en Russie, pouvait même demander et obtenir sa naturalisation russe.

Malgré la présence d'un grand nombre de migrants depuis la chute de l'URSS, la stratégie politique relative à la migration et à la future intégration des migrants à la société russe a été mise en place tardivement. C'est en juin 2012 qu'a vu le jour le « Concept de la politique migratoire en Russie de 2012 à 2025 ». Ce document porte notamment sur l'assouplissement des barrières bureaucratiques liées à la migration, l'examen en langue russe pour les migrants potentiels, la lutte contre l'immigration illégale, l'amélioration des conditions de délivrance des titres de séjour et le développement de l'institution du droit d'asile. L'adoption d'un tel document témoigne en soi d'un changement radical dans la gestion des problèmes liés à la diversité ethnoculturelle. Cependant, dans le Concept, l'intégration des migrants se réduit à la seule introduction d'examen sur la connaissance de la langue russe dont l'apprentissage, en principe, reste à la charge des migrants eux-mêmes. Il convient également de noter que le document en question ne couvre pas certains éléments importants d'une politique d'intégration tels que l'égalité d'accès au marché du travail et aux soins de santé, la lutte contre la discrimination, *etc.*

Le nouveau Concept de politique migratoire a fait son apparition en 2019, à mi-chemin de l'application du précédent qui devait rester en vigueur jusqu'en 2025. Ce

nouveau texte stipule que la politique migratoire doit viser à créer un régime favorable à la réinstallation volontaire en Russie des personnes capables de devenir membres à part entière de la société russe.

En plus du Concept, il existe d'autres documents relatifs à la politique d'intégration des migrants : la loi sur l'immatriculation des étrangers et des apatrides (2006), les amendements à la loi fédérale sur le statut juridique des citoyens étrangers (2009), le programme d'État d'aide à la réinstallation volontaire dans la Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger et des membres de leurs familles (2006, 2012), la création de l'Agence fédérale pour les nationalités (2015). Certains de ces programmes n'ont pas eu les effets escomptés à cause de leur intervention tardive. En ce qui concerne les mesures pour les compatriotes, le nombre de personnes désirant rentrer en Russie provenant essentiellement des pays de l'étranger proche avait sensiblement diminué au moment de l'adoption des actes normatifs à cause de l'adaptation de ces populations aux nouvelles réalités sociopolitiques établies dans les anciennes républiques soviétiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, selon la nouvelle loi concernant les travailleurs étrangers de longue durée (plus de 90 jours), la procédure d'enregistrement des migrants s'est compliquée encore. Une prise d'empreinte est désormais devenue obligatoire tout comme une identification biométrique et un contrôle médical (absence de dépendance par rapport aux drogues, de maladies infectieuses, y compris le VIH) à faire au cours des trente jours de leur entrée sur le territoire russe. Si la personne est malade du VIH, elle est reconduite à la frontière et son entrée sur le territoire de la Russie est interdite à vie. Les autorités ne veulent pas voir de gens qui propagent des maladies et ne souhaitent pas prendre en charge leurs traitements. C'est la justification de la « décision technique » de se débarrasser d'eux. Il y a également un enregistrement obligatoire sur Internet pour tous les travailleurs migrants, ainsi que l'obligation pour les employeurs de s'inscrire dans le registre des employeurs qui utilisent la main-d'œuvre étrangère.

La prise d'empreintes digitales est devenue nécessaire face à la pratique répandue chez les migrants, notamment tadjiks et kirghizs, de changer de passeports, de noms et prénoms pour pouvoir rentrer de nouveau en Russie. La loi sur la procédure d'entrée et de sortie de Russie des citoyens étrangers prévoit l'interdiction d'entrée en Russie pendant cinq ans pour un étranger qui a commis deux infractions administratives en trois ans, même si elles sont mineures.

À partir de 2022, les migrants sans permis de travail en Russie pourront être expulsés du pays sans droit d'y revenir pendant une longue période. Les employeurs qui embauchent des migrants illégaux peuvent être condamnés à de lourdes amendes pouvant aller jusqu'à 800 000 roubles (9 500 €) par employé. Les travailleurs immigrés doivent également payer un « impôt anticipé » au profit du Trésor public. Ils payent aussi pour une licence (permis de travail) dont le montant augmente en permanence (5 900 roubles par mois à Moscou, 4 200 roubles à Saint-Petersbourg). Un étranger paie aussi 14 600 roubles supplémentaires pour différentes formalités : examen médical, test de connaissance de la langue russe, assurance médicale volontaire.

En analysant la politique migratoire des autorités russes, on peut avoir l'impression qu'elles déconsidèrent le rôle de l'immigration dans le développement démographique et socio-économique de la Fédération de Russie.

4. Les problèmes liés à l'intégration des immigrés

L'intégration des immigrés dans la vie socioculturelle du pays d'accueil relève d'une évidence. Toute politique d'intégration suppose l'existence d'une base législative, des mesures administratives et économiques qui doivent accompagner ce processus. Au sens théorique, se pose également la question de savoir ce que l'on sous-entend par le terme « intégration » : assimilation, acculturation, absorption, accommodement, adaptation, socialisation, implication. Assimilation, intégration et inclusion reflètent différents modèles d'interactions entre les minorités et leur environnement social. L'assimilation sous-entend implicitement l'intégration au système avec la perte totale de l'identité ethnique d'origine. La stratégie d'assimilation des migrants à la place de l'intégration est susceptible de conduire à des tensions interculturelles.

L'intégration vise principalement les populations immigrées et cherche à les intégrer dans les structures majoritaires tout en admettant la conservation de certains éléments identitaires qui, néanmoins, ne doivent pas entraîner des changements du système existant des lieux d'accueil. C'est une sorte de compromis de voir coexister dans l'espace public les différentes manifestations culturelles qui découle du principe de l'égalité en droits (en termes d'accès au système de protection sociale, d'éducation et de santé) de toutes les parties, immigrés temporaires ou définitifs, qui constituent de fait la communauté nationale. Pour une intégration réussie, se posent des questions de création de conditions spéciales pour l'insertion des immigrés dans la société. Cette intégration sous-entend la tolérance réciproque des deux parties : des populations locales et des visiteurs. Ainsi, une intégration pleine sous-entend non seulement une adaptation des immigrés aux règles, aux normes, à la culture et aux valeurs fondamentales de la société d'accueil, mais également de la société nationale aux immigrés.

Les motivations des migrants sont différentes : certains ont l'intention de vivre et de travailler en permanence en Russie, les autres souhaitent rester temporairement pour gagner leur vie et aider leurs familles restées dans le pays d'origine. La politique d'intégration est relativement « simplifiée » par le fait que les migrants venant en Russie ont l'objectif de travailler immédiatement compte tenu du fait que le système russe d'assistanat d'État, en général, n'est pas du tout généreux, et encore moins à l'égard des immigrés étrangers. Ces derniers logent souvent dans des ghettos, ce qui complique leur intégration dans la vie de la société. Une partie des immigrés sont des travailleurs saisonniers, ce qui les motive moins pour fournir des efforts dans le but de l'intégration. *Idem* pour l'État qui ne dépense pas de moyens pour les intégrer à cause de leur « statut » de travailleurs saisonniers. Dans ce sens, se posent de nombreuses questions : comment définir qui est intégré et qui ne l'est pas, où sont les limites de l'intégration entre les « intégrés » et les « non intégrés », faut-il intégrer tout le monde ? Une chose est évidente, il n'est pratiquement pas possible de gérer le processus d'intégration vu sa complexité et son caractère bilatéral (l'État et la société civile du pays d'accueil et les immigrés).

5. Les discours contradictoires des officiels russes sur les migrants

La xénophobie, les slogans racistes dans la vie quotidienne, dans les médias de masse voire dans certaines structures d'État sont soutenus et encouragés, d'une manière explicite ou non, par l'État russe (Tsapenko 2018: 212). Ici, le rôle du pouvoir dans la formation des rapports entre les populations locales et les migrants reste central. La question qui se pose est la suivante : pour les autorités, les migrants sont-ils considérés comme une aubaine ou une menace ?

En automne 2021, les autorités russes faisaient état d'une pénurie de travailleurs migrants, notamment dans le secteur de la construction (un million d'ouvriers) sans exclure la possibilité de faire venir des migrants pour travailler dans les chantiers du réseau de chemins de fer. Aujourd'hui, la part des migrants dans la construction oscille entre 20 et 60 %.

Quelques semaines plus tard, en novembre 2021, le maire de Moscou, Sergueï Sobyenin, a déclaré que le nombre de migrants impliqués dans la sphère de la construction de la capitale (le programme de rénovation) devrait être réduit. De ce fait, les autorités de la capitale préparaient un plan qui prévoyait une renonciation à l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère sur les chantiers de construction de la ville en attirant à leur place les Russes par le biais de l'augmentation des salaires et l'automatisation de certains processus. Selon le maire, « les salaires d'un montant de 120-150 000 roubles (1 800-2 300 EUR) sont des salaires pour les Moscovites, pas pour les migrants » (*Novaïa Gazeta* 2021). Le plan ambitieux de la mairie de Moscou est censé permettre de renoncer à la main-d'œuvre étrangère dans les deux-trois années à venir.

La concurrence créée sur le marché du travail, souvent mise en relief par les autorités, est un des signaux contradictoires du discours officiel en la matière. Les objectifs fixés par les autorités de Moscou risquent de rester lettre morte. Comme c'est le cas dans beaucoup de pays développés, si les migrants remplissent certaines niches « délaissées » par la population locale, cela veut dire que cette dernière ne souhaite plus occuper ces postes de travail mal rémunérés et « disqualifiants » (agents de nettoyage, concierges, etc.). Cette situation crée finalement des emplois supplémentaires. Les salaires élevés ne seront pas suffisants pour attirer les « autochtones », il faudra également changer les conditions et le cadre du travail, ce qui demanderait plus d'investissement sans être sûr que les moscovites se précipiteront pour occuper ces postes.

Certains hommes politiques manifestent ouvertement et publiquement leurs sentiments anti-migrants. L'ancien gouverneur du kraï de Krasnodar Nikolai Kondratenko (1997-2001) et son successeur Alexandre Tkatchev (2001-2015), futur ministre russe de l'Agriculture (2015-2018), sont, d'une certaine manière, devenus célèbres pour leurs approches nationalistes dans la gestion de cette région méridionale multiethnique. À maintes reprises, ils ont fait des déclarations nationalistes et antisémites. En 2003, Alexandre Tkatchev a même proposé de créer des camps de filtration pour les migrants illégaux (plus tard il a renoncé à cette idée) et a insisté pour l'adoption par la Douma régionale d'une loi autorisant les raids nocturnes par les forces de l'ordre dans les lieux densément peuplés de personnes déplacées. Il déclarait

ouvertement que le peuple le plus important du Kouban est le peuple russe. Pour lui, il était tout à fait possible de déterminer si un migrant était dans une situation légale ou illégale, il suffisait juste de voir la terminaison de son nom de famille : « Les noms de famille qui se terminent par « -yan », « -dze », « -shvili », « -oghly » sont illégaux tout comme leurs porteurs » (Lenta 2012).

Les déclarations officielles fréquentes prônant la nécessité d'attirer les migrants dans le pays vont à l'encontre des décisions du gouvernement de réduire les quotas de migrants ayant une résidence permanente. Selon les statistiques, de 2013 à 2016, 400 000 personnes ont été expulsées de Russie et 1,6 millions ont été interdites d'entrée pendant une longue période (Zhelinine 2017).

Tableau n° 8 : Le nombre d'expulsions des immigrés de la Fédération de Russie (2011-2020), Mille

Année	Nombre		Année	Nombre		Année	Nombre
2011	40,4		2015	177,8		2019	37,2
2012	45,2		2016	60,1		2020	11,2
2013	137,1		2017	68,5			
2014	198,4		2018	72,1			
Total	848,0						

Source: Service des huissiers fédéraux (fssp.gov.ru).

En 2013, après un incident dans un des marchés moscovites, où deux personnes originaires du Daghestan, donc citoyens russes, ont battu deux policiers, d'abord les médias, ensuite le Parlement se sont livrés à une campagne anti-immigration à grande échelle. La Douma d'État a adopté à la hâte des amendements à la législation en vigueur qui permettaient de simplifier l'expulsion de tout migrant étranger. Les décisions rendues sur les expulsions ressemblaient souvent à des « bacchanales juridiques ». Il suffit désormais de commettre deux infractions administratives, même les plus simples, par exemple, « traverser la rue deux fois au mauvais endroit » (Zhelinine 2017). Pourtant, l'incident a eu lieu entre des citoyens russes sans participation d'immigrés étrangers. Cela prouve bel et bien que les migrants intérieurs originaires du Nord-Caucase sont traités par les médias de la même façon, car ils « sont considérés comme culturellement étrangers » (Radvanyi 2016: 50). La seule différence réside dans le fait que les autorités russes ne peuvent pas les expulser du pays.

La surexploitation des travailleurs étrangers constitue une autre facette du problème. Pourtant, ces dernières années, l'écart entre leur salaire moyen et le salaire moyen des citoyens russes se réduit progressivement : 79 % en 2021 soit 43 000 roubles (670 EUR) contre 54 600 (850 EUR) pour les citoyens russes. Ce nivellement est toutefois à relativiser car la semaine de travail moyenne des travailleurs étrangers est d'environ 59 heures contre 39,6 pour les citoyens russes (*Kommersant* 2017).

Ainsi, la méfiance des autorités par rapport aux migrants, pourtant si nécessaires pour le développement économique de la Russie, est manifeste. Les contrôles policiers deviennent plus fréquents, voire constants, des quotas sont introduits, *etc.* Tout cela correspond mal aux besoins vitaux de l'économie russe en forte demande de main-

d'œuvre. Comme le remarque le démographe et économiste russe Anatoli Vishnevski, rédacteur en chef du bulletin d'information *Population et société* et de la revue électronique *Demoscope Weekly*, les « immigrants des pays de la CEI servent d'« airbag » démographique et comblent les lacunes du marché russe du travail » (Sobolevskaya 2015). Pourtant, l'État russe doit être très prudent quant au durcissement de sa législation migratoire car l'attraction de son marché du travail pour les personnes originaires de l'étranger proche n'est pas très grande, elle est plutôt un choix par défaut. Le marché le plus attractif est celui des pays occidentaux qui est peu accessible pour eux à cause du système existant de visas. Sa libéralisation diminuerait l'attractivité du marché du travail russe, ce qui causerait un sérieux problème pour l'économie et la démographie russes. Enfin, une politique d'immigration réfléchie signifie incontestablement le maintien de l'influence géoculturelle russe dans l'espace postsoviétique. L'État russe pourrait toujours combler le manque de main-d'œuvre par des ressortissants des pays en dehors de son étranger proche qui ne sont pas culturellement proches, sont éloignés quant à la mentalité et ne maîtrisent pas la langue russe. Tout cela pourrait causer des problèmes indésirables supplémentaires.

6. La montée des sentiments anti-immigration dans la société russe

La migration illégale, la méfiance croissante de la population locale envers les migrants créent des tensions dans la société russe. *Grosso modo*, les habitants de la Russie, par rapport à ceux des grandes démocraties européennes, ont des prédispositions négatives envers les migrants et l'immigration en général, et ceci en dépit du fait que la Russie est un pays multinational, multiculturel et multiconfessionnel et que, pendant des siècles, il s'y est produit un enrichissement mutuel des cultures, ce qui, finalement, a fait la force de l'État russe. Les cultures impériale, soviétique et postsoviétique russes en montrent d'innombrables preuves.

En réalité, c'est souvent la tolérance forcée qui domine dans la société russe à l'encontre des immigrés. Le fait que les appels à la tolérance s'adressent principalement à la partie hôte provoque un rejet parmi la population locale, car souvent les « invités » non seulement ne respectent pas les coutumes locales et les lois nationales, mais cherchent également à établir les leurs. Ainsi, dans ces conditions, l'adaptabilité des migrants n'est pas trop élevée car l'intégration est un processus basé sur la réciprocité entre les immigrés et la société qui doit les intégrer. Un slogan, qui n'est pas rare, « La Russie est pour les Russes », est diffusé par des nationalistes russes et par certaines autres couches de la société civile.

La montée des vagues de sentiments anti-immigration est souvent liée aux processus internes qui se déroulent au sein de la société russe. En règle générale, le sujet des migrants étrangers est davantage exploité avant les élections de toutes sortes – présidentielle, parlementaire, municipale – sur la vague d'un populisme préélectoral. Comme il reste beaucoup de problèmes non résolus, il est plus facile de trouver un ennemi, en l'occurrence, les étrangers, auquel reprocher les échecs. Force est de constater que les migrants internes et externes sont traités de la même façon, sans distinction quelconque.

Dans la société russe, les discours anti-immigration sont alimentés par des réflexions, souvent erronées, sur l'ampleur de la migration en mettant l'accent sur la différence culturelle des migrants. Parmi d'autres causes sont souvent soulignés l'octroi injustifié des allocations, la hausse de la criminalité, la vente de drogues, le trafficking, les fraudes fiscales, la transmission de maladies infectieuses, le danger du terrorisme. De surcroît, les migrants créent une concurrence sur le marché du travail avec la population locale. Selon le Centre russe de recherche sur l'opinion publique, le nombre de Russes qui estiment que les immigrants enlèvent des emplois aux populations locales baisse mais reste encore élevé : 44 % en 2021 contre 60 % en 2005.

Tableau n° 9 : Les immigrants « enlèvent-ils » les emplois aux populations locales ?

Année	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Avis partagés	Pas d'avis
2005	60	25	12	3
2013	56	27	13	4
2018	49	21	28	2
2021	44	16	37	3

Source : Centre russe de recherche sur l'opinion publique :

file:///C:/Users/33663/OneDrive/Bureau/2021-11-

18_Mikhailova_E_Trudovye_migranty_v_Rossii.pdf.

Dans la perception publique, la différence se fait entre les immigrants et les Russes, celle entre les migrants de différentes nationalités étant secondaire. De ce fait, les migrants sont présentés comme un seul groupe homogène. Le statut social des migrants est souvent déterminant pour la formation des attitudes négatives envers eux. Souvent ces derniers sont décrits comme étant des travailleurs pauvres, peu éduqués et peu qualifiés. Les critères ethniques et sociaux dans la perception négative des travailleurs migrants deviennent complémentaires dans le discours xénophobe.

7. Les médias et le discours anti-immigration

La xénophobie existante dans la société russe, aussi bien dans la vie quotidienne que dans les médias, est largement façonnée par l'État. La politique migratoire en Russie est régie non seulement par des réglementations, mais également par les médias, sensibles aux dispositions émanant des plus hautes autorités. Le rôle des médias russes dans l'enracinement des sentiments anti-immigration est ainsi non négligeable. Ils les attisent en se focalisant sur les aspects négatifs des flux migratoires et contribuent largement à la formation dans l'opinion publique de l'image des migrants présentés comme étrangers avec des intentions malveillantes qui représentent une menace pour la sécurité intérieure du pays. Ils peuvent déclencher une hystérie anti-immigration en mettant en relief des incidents isolés avec la participation d'immigrés.

Ainsi, il n'est pas rare que les médias créent une mauvaise image des migrants, tout en provoquant des réactions négatives de la part des lecteurs envers ces derniers. Ils saisissent souvent les réflexions contradictoires envoyés par les autorités pour accentuer ou adoucir la rhétorique anti-immigration officielle. Un immigré est souvent présenté comme une source de problèmes, voire une menace, pour la société.

L'image négative des migrants a été particulièrement soulevée dans le contexte de la situation épidémiologique difficile liée à la pandémie. Au printemps 2020, les autorités russes ont fermé les frontières pour stopper la propagation du coronavirus. Ces mesures restrictives ont été prolongées à deux reprises. Elles ont paralysé des secteurs entiers de l'économie en laissant des milliers de personnes, dont beaucoup d'immigrés, sans travail. La situation des travailleurs migrants était encore compliquée par le fait qu'ils ne pouvaient pas rentrer chez eux à cause de la fermeture des frontières. Certains médias et les réseaux sociaux russes ont vite saisi cette occasion pour attirer l'attention sur eux. Les titres des articles ont été très explicites et parlants : « Question du jour : à quel point les migrants sans travail sont-ils dangereux ? » (*Novye Izvestiya*, le 21 avril 2020), « Famine, vols et suicides : à quoi le coronavirus a conduit les migrants » (*moslenta.ru*, le 23 avril 2020), « Nés dans l'isolement : les migrants tentent leur chance dans le trafic de drogue. La perte massive de travail des étrangers peut les conduire dans les rangs du crime organisé » (*Izvestia*, le 13 avril 2020), « Des millions de migrants menacent les Russes d'une « émeute de coronavirus » (Tsargrad.tv, le 25 mars 2020), « L'égoïsme national » contre le « tsunami » migrant : en quoi consiste le salut de la Russie ? » (Tsargrad.tv, le 21 mai 2021), etc.

La pandémie touche à sa fin et le temps a démontré que la menace potentielle, que pouvaient représenter les immigrés étrangers pour la société russe et pour les services sociaux du pays, n'était pas fondée. En revanche, ce genre de publications révèle la place accordée par certains médias aux sentiments xénophobes, à la migrantophobie, à la division et au clivage qui peuvent exister entre « nous » et « eux », entre « amis » et « ennemis ». Citons, par exemple, un extrait de la publication du journaliste Vladimir Khomyakov : « La migration représente exactement le même virus qui, pour le moment, est endormi et ne se manifeste que par des symptômes individuels de convalescence. Mais dès qu'il se retrouve dans des conditions favorables, il peut très vite se transformer en un sérieux problème » (Khomyakov 2021). Malheureusement, les auteurs des publications xénophobes ne sont pas réprimandés de l'utilisation d'un vocabulaire extrême, de la diffusion d'informations biaisées, de la création d'une image négative des migrants (Ledeneva 2020: 95-103). Les réseaux sociaux sont parfois inondés par de telles publications qui ne font que provoquer la hausse des comportements xénophobes. Enfin, on peut constater que les publications dans les médias, notamment, sur Internet, relatives aux migrants couvrent les questions migratoires d'une manière peu objective, les événements étant interprétés à partir de positions ouvertement xénophobes et racistes.

Si les médias se rendaient compte du caractère évidemment vital de l'immigration pour la Russie et présentaient sous une autre lumière cette nécessité, le ressenti de la population changerait aussi en reléguant la xénophobie au second plan. Cela assainirait également la société elle-même en favorisant la tolérance envers les immigrés si nécessaires pour le développement économique du pays.

8. Les immigrants contribuent-ils à la hausse du niveau de la criminalité ?

Au plus haut niveau du pouvoir, on peut souvent entendre que la criminalité est plus élevée parmi les immigrés venus de l'étranger proche et que ces chiffres sont en hausse

permanente. Le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie et l'ex-président russe Dimitri Medvedev a appelé le 29 novembre 2020 à empêcher la création d'enclaves de migrants ethniques en Russie « qui constituent des terrains propices à la criminalité » : « Ils sont souvent entraînés par leurs propres compatriotes dans des affaires criminelles, ils deviennent des cibles de recrutement pour des extrémistes et des organisations terroristes, et participent à des conflits publics de masse » (Currenttime 2021).

Les déclarations de ce type de la part des hauts fonctionnaires d'État ne sont pas nouvelles. Plusieurs d'entre eux ne manquent pas l'occasion de s'exprimer sur ce sujet favori de la criminalité propagée parmi des immigrés. Citons comme exemple la proposition faite le 12 mars 2012 par Viktor Ivanov, chef du Service fédéral de contrôle du trafic des drogues, de durcir la procédure d'entrée sur le territoire de la Russie pour les citoyens des pays d'Asie centrale. Auparavant, le 6 mars, le gouvernement russe avait décidé de proposer au président de la Russie de dénoncer l'accord bilatéral avec le Kirghizistan concernant la procédure simplifiée d'obtention de la citoyenneté russe.

Le 1^{er} novembre 2021, Alexandre Bastrykin, président du Comité d'enquête de Russie, a annoncé la nécessité de mettre en place un enregistrement génomique obligatoire, c'est-à-dire le prélèvement d'un échantillon d'ADN pour tous les travailleurs migrants en provenance de l'étranger proche afin d'empêcher l'entrée des « éléments criminels » sur le territoire russe (Currenttime 2021). Il est déjà réalisé à l'encontre des personnes condamnées pour des crimes graves ou particulièrement graves.

La nécessité de résoudre d'urgence les problèmes liés aux migrants est également prônée par le vice-ministre du ministère de l'Intérieur Alexander Gorovoy, responsable des questions relatives à la migration. Selon lui, les travailleurs migrants commettent un crime sur trois dans le pays (Khomyakov 2021). En 2020, le nombre de délits accomplis par les étrangers a été de 34 400, ce qui représente 30,8 % du nombre total des délits dans le pays. De plus, 269 287 personnes n'ont pas respecté les règles de la législation du travail et parmi elles 33 531 ont été expulsées ou déportées («Миграционная ситуация...» [La situation migratoire...] 2020).

Selon le Centre russe de recherche sur l'opinion publique, ces quinze dernières années, le nombre de Russes, qui estiment que les immigrants contribuent à la hausse du niveau de la criminalité baisse lentement tout en restant, néanmoins, important : 57 % des répondants sont d'accord avec cette constatation contre 65 % en 2013.

Tableau n° 10 : Les immigrants contribuent-ils à la hausse du niveau de la criminalité ?

Année	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Avis partagés	Pas d'avis
2005	63	23	10	3
2013	65	23	8	4
2018	51	26	19	3
2021	57	18	20	5

Source : Centre russe de recherche sur l'opinion publique :

file:///C:/Users/33663/OneDrive/Bureau/2021-11-18_Mikhailova_E._Trudovye_migranty_v_Rossii.pdf.

9. Le discours sur les migrants au sein des courants politiques

Force est de constater que les partis politiques en Europe consacrent beaucoup plus de place aux questions migratoires dans leurs programmes et campagnes électorales que les partis politiques russes.

Parmi les principaux courants politiques russes accordons une attention particulière au Parti libéral démocrate. Il se positionne en défenseur du peuple russe, et joue constamment la « carte » de la politique migratoire. On peut résumer en disant que le discours des libéraux-démocrates est passé de formes ouvertes de xénophobie à des formes plus voilées. Cependant, parallèlement à cette stratégie, les membres du parti expriment assez souvent des opinions de nature ouvertement raciste et islamophobe. L'ancien leader du Parti Vladimir Zhirinovski (1992-2022), décédé en avril 2022, s'est prononcé ainsi sur les migrants : « Les Russes n'iront pas en Sibérie pour vivre sans douche et avec des toilettes à l'extérieur. Pourquoi devraient-ils souffrir s'ils vivent en ville avec leurs familles ? Les migrants organisent des bagarres entre eux, parfois y entraînent même les Russes. L'option idéale est de vivre sans migrants. Néanmoins, s'ils viennent chez nous, il faut les utiliser dans le Grand Nord, en Extrême-Orient et en Sibérie ». Il estimait également que « s'il doit y avoir des migrants en Fédération de Russie, qu'ils viennent de Biélorussie, d'Ukraine ou des Balkans » (Nazaccent.ru 2022). Le Parti libéral-démocrate propose également d'introduire une interdiction d'entrée pour les travailleurs migrants en provenance d'États où le taux de natalité n'est pas légalement contrôlé et limité.

Le parti « La Russie juste » considère la migration légale de main-d'œuvre comme un moyen civilisé pour attirer la main-d'œuvre nécessaire au pays. La migration ne doit pas créer des enclaves ethniques étrangères à la culture russe, détruire l'équilibre ethnoculturel existant des territoires d'accueil. Pour cela, il faut établir des restrictions à la création de colonies compactes de migrants selon des critères ethniques. L'État doit veiller au respect des droits des migrants légaux, à la création de conditions de vie décentes, y compris pour l'éducation et les soins de santé. Quant aux migrants illégaux, ils doivent être expulsés du pays. Le Programme du parti souligne l'importance de la stimulation de l'afflux migratoire des populations russophones, des compatriotes des pays de l'étranger proche, notamment du personnel qualifié. Ceux qui ont un lien historique avec la Russie, qui s'identifient à la culture russe ou à la culture de l'un des peuples autochtones de Russie, devraient recevoir la citoyenneté selon une procédure simplifiée. Enfin, pour chaque pays « donateur », il est nécessaire d'établir des quotas de travailleurs migrants, qui tiennent compte du besoin de la Russie dans des spécialités en fonction des spécificités des régions. Ces quotas doivent tenir compte du niveau des relations politiques de la Russie avec le pays « donateur » (son orientation politique, son attitude envers la diaspora russe, sa responsabilité envers ses citoyens, etc.). (Le Programme)

Très curieusement, le programme populaire du parti au pouvoir « Russie unie » ne soulève aucun questionnement sur les problèmes liés à l'immigration. Quant au programme préélectoral du parti de 2021, quelques lignes seulement ont été consacrées à l'immigration : « Simplifier les procédures et créer des conditions favorables pour attirer des spécialistes qualifiés en Russie, principalement parmi nos compatriotes.

S'opposer strictement à l'immigration clandestine. Les personnes qui viennent légalement vivre et travailler en Russie doivent connaître la langue russe, respecter notre culture, notre histoire, nos coutumes » (Vseobzornik 2021).

Le positionnement des communistes russes relatif à l'immigration est très ambigu. Tantôt ils se prononcent pour durcir la législation sur l'immigration, tantôt ils prennent la défense des immigrants lors des expulsions arbitraires ou tentent de les impliquer dans des actions de masse « en renforçant la composante internationale du mouvement de protestation » (Newsland 2013).

Selon le leader du Parti de la liberté et de la justice Maxim Shevchenko, son courant politique est le seul qui a pour tâche de lutter contre l'immigration clandestine. Elle est incluse dans son programme électoral qui comporte aussi l'obligation de donner la priorité aux citoyens de la Fédération de Russie lors de la candidature à un emploi. Ce parti est souvent accusé d'être une invention du Kremlin pour attirer des voix du Parti communiste.

C'est le Parti libéral « Iabloko » qui accorde dans son programme une attention discrète aux problèmes des immigrés du point de vue de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination. Le Président du Parti Nicolas Rybakov se prononce ainsi sur les migrants travailleurs : « L'importation semi-légale de main-d'œuvre, privée de droits et bon marché, est depuis longtemps devenue la « base de ressources » de secteurs entiers de l'économie russe, de Moscou en premier lieu. N'oublions pas que des baraques, des ghettos et des pratiques littéralement esclavagistes se cachent derrière la façade européenne hipster de la capitale » (Yabloko.ru). Enfin, en Russie il existe un certain nombre d'autres associations et unions nationales-patriotiques (« L'Union slave », « Les Frères du Nord », « Les Russes », *etc.*) qui se construisent sur la base d'une rhétorique anti-immigration.

Le discours xénophobe à l'égard des migrants est opposé au discours néolibéral officiel. Les deux ont comme sujet de préoccupation la rhétorique de la menace. Cependant, ces menaces sont de natures différentes. Si dans le discours xénophobe les migrants s'opposent aux résidents locaux, dans le discours néolibéral, les migrants travailleurs sont indispensables pour le développement économique du pays sans lesquels l'avenir du pays en perte démographique serait menacé et son développement compromis. Le dépeuplement est susceptible d'entraîner une baisse des indices économiques et, par conséquent, du niveau de vie de la population russe. D'une certaine manière, les travailleurs migrants sont traités par l'État comme une « ressource » de main-d'œuvre au même titre que les ressources financières ou matérielles.

Dans le manifeste de l'organisation politique « Les démocrates russes » (mouvement de droite), la xénophobie et la migrantophobie sont ouvertement déclarées : « Un démocrate russe veut se battre pour les Russes, pour la Russie, et non pour les habitants de Russie », « Il ne veut pas avoir de nouveaux compatriotes en provenance d'Asie centrale », *etc.*

Ainsi, on peut en conclure que les principaux partis politiques russes n'accordent pas une attention suffisante à la politique migratoire de la Russie. Les partis russes sont majoritairement xénophobes mais ils s'expriment prudemment. De toute évidence, cet état de choses est lié à la crainte des partis et mouvements politiques russes de subir le

sort politique du parti « La Patrie » (« Rodina »), qui a été le premier à essayer de jouer la carte de la migrantophobie, très répandue dans la société russe. Il s'est glissé dans le « nationalisme de la vie quotidienne », ce qui lui a valu le retrait des listes électorales à la Douma de Moscou en 2005. Un autre exemple est le sort du Mouvement contre l'immigration clandestine qui s'est notamment manifesté dans les événements liés au conflit interethnique dans la ville de Kondopoga (Carélie) en 2006 entre les ressortissants du Caucase et les populations autochtones, à l'issu desquels il a été reconnu comme extrémiste et interdit en avril 2011 (Burda 2013).

Pour les années à venir, la politique migratoire de l'État occupera plus de place dans les programmes des partis politiques. On peut s'attendre à une hausse de la popularité des partis à vocation nationale patriotique avec des programmes basés sur la migrantophobie.

10. Le facteur des migrants comme moyen de pression politique

De nos jours, la question de l'immigration est devenue très politisée. Le discours officiel en la matière est marqué par beaucoup de contradictions et un manque de cohérence. Il reflète souvent le niveau des relations politiques avec les pays d'origine des migrants en question. Les sentiments anti-migrants sont très souvent utilisés comme un instrument de pression politique sur les pays de l'étranger proche. Cette méthode est très efficace parce que les migrants envoient régulièrement des sommes significatives dans leurs pays d'origine. Même pendant la pandémie, les transferts d'argent depuis la Russie ont été un énorme soutien pour la plupart des pays de l'étranger proche.

Tableau n° 11 : Les volumes de transferts d'argent de la Russie vers les pays de l'étranger proche, 2019-2020

	Pays	2019, volume de transferts, Mln USD		2020, volume de transferts, Mln USD	
			Moyenne par migrant		Moyenne par migrant
1.	Ouzbékistan	3 057,7	467	2 461,8	401
2.	Tadjikistan	668,9	214	1 736,9	156
3.	Kirghizistan	612,2	351	608,8	217
4.	Arménie	627,5	351	486,6	287
5.	Azerbaïdjan	411,7	486	298,6	467
6.	Ukraine	268,0	202	291,8	217
7.	Géorgie	289,1	567	238,4	572
8.	Moldavie	181,8	374	151,5	339
9.	Kazakhstan	183,8	526	79,9	308
10.	Biélorussie	83,6	229	76,3	219
11.	Abkhazie	8,21	313	15,2	148
12.	Lituanie	18,6	1088	9,9	780
13.	Lettonie	8,5	377	6,4	378
14.	Estonie	3,92	458	3,79	455
15.	Ossétie du Sud	0,3	276	0,28	306

16.	Turkménistan	0,17	139	0,08	125
	Total	6 423,99	401	6 466,25	336

Source : Денежные переводы из России в страны ближнего зарубежья [Les transferts d'argent de Russie vers les pays de l'étranger proche], © Sputnik

D'après le tableau, la pandémie n'a pas eu d'impact négatif sur les volumes d'envois de fonds de la Russie vers les pays de l'étranger proche. Par rapport à 2019, l'indicateur a même augmenté de 0,65 %. En 2020, plus de 13 millions d'immigrés en provenance des républiques de l'ex-URSS travaillaient en Russie et ont effectué des transferts d'un montant de 6 466,25 Mrd USD. Pendant cette période très difficile, les envois de fonds sont devenus un énorme soutien pour tous les pays en question, notamment pour l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Arménie. Les transferts des travailleurs migrants ont un effet stabilisateur pour les économies nationales. Ils représentent souvent une source non négligeable de devises dans leurs marchés de change, augmentent le pouvoir d'achat des populations, *etc.*

Les immigrants illégaux sont des cibles commodes pour les actions politiques : si, selon le concours des circonstances, il faut punir une ex-république soviétique, ses migrants deviennent potentiellement expulsables. En revanche, lorsque la Russie a besoin de main-d'œuvre, elle engage de bonnes relations avec ces mêmes pays de l'étranger proche. Ainsi, le gouvernement russe prend des mesures d'amnistie en légalisant des milliers de migrants illégaux d'un seul coup. À titre d'exemple on peut citer la détention de deux pilotes russes au Tadjikistan en 2012 : les autorités russes ont immédiatement mis en place des expulsions des immigrants tadjiks de Russie chez qui, de surcroît, le taux de tuberculose et de HIV s'est soudainement avéré élevé ! Ces mêmes méthodes avaient été utilisées par rapport aux migrants géorgiens et ukrainiens : en 2008, l'année de la guerre avec la Géorgie, et sous la présidence de Iouchchenko en Ukraine (2005-2010).

Les avis sur le fait que la Russie ne serait pas un pays très attractif pour les immigrants n'ont finalement pas été justifiés dans le temps. Tant qu'il existe des systèmes de visas avec les pays occidentaux, la Russie restera une terre d'accueil attractive pour les ressortissants de l'espace postsoviétique. Et ce n'est pas seulement par défaut, mais aussi par la connaissance suffisante de la langue russe, par proximité géographique et de mentalité.

11. Conclusion

Depuis la chute de l'URSS, la Russie est en permanence confrontée aux défis causés par des courants migratoires de l'espace postsoviétique. Déchiré entre le désir de promouvoir l'immigration afin de compenser ses pertes démographiques et les craintes de voir sa sécurité nationale menacée par une telle politique, l'État russe peine à mettre en place une véritable politique d'immigration. Les mesures prises par l'État pour lutter contre l'immigration clandestine restent insatisfaisantes. Tout cela se passe sur le fond de la montée des tendances xénophobes parmi la population russe.

Le discours anti-migrants en Russie se nourrit de divers mythes dont la surestimation de l'ampleur de la migration, y compris clandestine, la concurrence créée sur le marché du travail avec les populations locales, la hausse de la criminalité, la propagation de maladies contagieuses, le taux élevé de l'implication des migrants dans différents trafics, *etc.* Ces préjugés, en règle générale, concernent tous les migrants, aussi bien internes qu'externes, sans distinction. La méfiance croissante de la population locale à l'égard des migrants augmente les tensions dans la société.

Les médias, les personnalités d'État et les hommes politiques réagissent à leur manière aux énoncés contradictoires du pouvoir, tantôt soutenant, tantôt dénonçant l'immigration. En d'autres termes, le pouvoir forge largement l'opinion publique sur les questions d'immigration. La situation des migrants évolue à la fois sur le plan de la couverture médiatique de la vie des immigrés et en termes de mise en valeur des opinions sur eux parmi les populations locales. Un travailleur immigré est présenté comme une menace pour la sécurité des citoyens russes, comme un hôte indésirable, comme une source de menace pour l'ordre public, *etc.* La tolérance de la population locale à l'égard des migrants est principalement forcée. Les prédispositions anti-immigration sont en partie dues aux migrants eux-mêmes mais la société d'accueil porte également sa part de responsabilité. Certains hommes politiques, des idéologues nationalistes et les médias sont systématiquement obsédés par l'idée que la migration est un phénomène nocif. Ils sont les porteurs d'une phobie, dont l'objet est le migrant. Ils exploitent activement le mythe sur les emplois enlevés à la population locale, sur la criminalité élevée parmi les travailleurs migrants, *etc.*

La question de l'adaptation et de l'intégration des migrants dans la société d'accueil reste centrale dans le discours officiel. La mise en place de la politique d'adaptation et d'intégration des immigrés dans la société russe est lente, parfois même inefficace.

La question des migrants sert souvent d'instrument de pression et d'influence dans la politique étrangère. Une politique d'immigration souple et réfléchie joue incontestablement un rôle majeur dans le maintien de l'influence géopolitique et géoculturelle de la Russie.

La législation sur les migrants en Russie est très complexe et imparfaite. Elle se distingue par son caractère restrictif quand il s'agit des migrants souhaitant s'installer d'une façon permanente en Russie. L'analyse de plusieurs dispositions législatives prouve que ce sont les travailleurs migrants temporaires qui se trouvent au centre de la nouvelle politique d'immigration. Dans sa politique migratoire, il faut que la classe politique russe se rende compte de l'importance de l'immigration pour son développement économique et pour sa croissance démographique, ce qui met au second plan les débats qui surgissent périodiquement dans la société russe autour du sujet : la migration est-elle une menace ou une aubaine pour la Russie ?

Références bibliographiques :

Burda, Mikhail, "The Issues of Migration Policy as a New Instrument of Political Forces Struggle." URL: http://www.zpu-journal.ru/e-zpu/2013/3/Burda_Migration-Policy/.

- Centre russe de recherche sur l'opinion publique. URL : file:///C:/Users/33663/OneDrive/Bureau/2021-11-18_Mikhailova_E._Trudovye_migranty_v_Rossii.pdf (consulté le 02/09/2022).
- Gazeta.ru. URL : <https://www.gazeta.ru/social/2021/12/28/14366833.shtml> (consulté le 02/09/2022).
- Gimpelson, Vladimir et Kapeliushnikov, Rostislav, *Age and Education in the Russian Labour Market Equation*, IZA Institute of Labor Economics, November 2017, n° 11126, p. 7-8.
- Khomiakov, Vladimir, « Granitsy zakryty, raboty net: Milliony migrantov grozyat russkim «koronavirusnym buntom» [Les frontières sont fermées, pas de travail. Des millions de migrants menacent les Russes d'une « émeute de coronavirus]. URL : https://tsargradtv.turbopages.org/s/tsargrad.tv/articles/granicy-zakryty-raboty-net-milliony-migrantov-grozjatrusskim-koronavirusnym-buntom_244288 (consulté le 2 avril 2021).
- Khomyakov, Vladimir, « Natsional'nyy egoizm » protiv migrantskogo « tsunami » – v chom spaseniye Rossii ? [L'égoïsme national ? contre le « tsunami » migrant : en quoi consiste le salut de la Russie ?], le 21 mai 2021. URL : https://tsargrad.tv/articles/nacionalnyj-jegoizm-protiv-migrantskogo-cunami-v-chem-spasenie-rossii_357325 (consulté le 02/04/2022).
- Le Programme du parti « La Russie juste ». URL : http://www.spravedlivie.ru/i_programma_partii.htm (consulté le 02/04/2022).
- Ledeneva, Viktoria et Bezverbnaya, Natalia, “Forming the Image of a Migrant in the Media and Social Networks against the Background of the Covid-19 Epidemic (based on the results of content analysis of online publications),” *Scientific review, series 1, Economics and Law, No. 3 (COVID-19 and mobility)*, January 2020, p. 95-103.
- Mkrtchian, Nikita, « La politique d'immigration de la Russie », *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 2 (1060), 2007, p. 54-63.
- Nazaccent.ru URL : <https://nazaccent.ru/content/36242-zhirinovskij-idealnyj-variant-zhit-bez.html> (consulté le 02/04/2022).
- Newsland. URL : <https://newsland.com/user/4296648050/content/kprf-namereno-privlekat-migrantov-k-uchastiiu-v-svoikh-aktsiiakh/4534348> (consulté le 10/07/2022).
- Radvanyi, Jean et Laruelle, Marlène, *La Russie entre peurs et défis*, Armand Colin, Paris, 2016.
- Sntat.ru. URL : <https://sntat.ru/news/migraciya-za-2021-god-vyходcy-iz-kakix-stran-polucili-grazdanstvo-rf-i-razreseniya-na-rabotu-5834518> (consulté le 10/08/2022).
- Sobolevskaya, Olga, “Russian Demography is Full of Pitfalls,” 21 April 2015. URL : <https://iq.hse.ru/en/news/177665348.html> (consulté le 31/03/2022).
- Tsapenko, Irina et Grishin, Igor (dir.), *Integratsiya inokul'turnykh migrantov: perspektivy interkul'turalizma* [L'intégration des migrants de culture étrangère : les perspectives de l'interculturalisme], IMEMO RAN, Moscou, 2018.
- Vseobzornik.ru URL : <https://vseobzornik.ru/predvybornaya-programma-edinoj-rossii-2021/> (consulté le 02/04/2022).
- Yabloko. URL : <https://yabloko-altai.ru/archives/16442> (consulté le 10/07/2022).
- Zhelinine, Alexandre, « Migranty vnov' vostrebovany v Rossii » [Les migrants sont de nouveau demandés en Russie]. URL : <http://www.rosbalt.ru/blogs/2017/09/26/164-8884.html> (consulté le 31/03/2022).

Kontseptsiya gosudarstvennoy migratsionnoy politiki Rossiyskoy Federatsii na 2019-2025 gody [Concept de la politique migratoire en Russie pour la période 2019 à 2025]. URL : <https://docs.cntd.ru/document/551516499> (consulté le 31/03/2022).

«Migratsionnaya situatsiya v Rossiyskoy Federatsii za 2020 god» [La situation migratoire en Fédération de Russie en 2020]. URL : <https://e-cis.info/cooperation/3782/91012/> (consulté le 11/08/2022).

«Migratsionnaya situatsiya v Rossiyskoy Federatsii za 2021 god» [La situation migratoire en Fédération de Russie en 2021]. URL : <https://e-cis.info/cooperation/3823/-99651/?ysclid=15rz8iu85152353653> (consulté le 20/03/2022).